

ACTUALITE

La valeur des exportations d'hydrocarbures de l'Algérie a chuté de 14% à \$17,54 milliards au premier trimestre 2013

La dernière note de conjoncture de la Banque d'Algérie, la banque centrale, n'est pas passée inaperçue à Alger et ailleurs. Intitulée Tendances monétaires et financières au premier trimestre de 2013, elle contient de nombreuses informations et analyses précieuses, y compris sur le secteur pétrolier et gazier à travers l'étude de la balance des paiements. L'une des nouvelles les plus spectaculaires de cette note est que la valeur des exportations d'hydrocarbures du pays a chuté de 13,9% par rapport au premier trimestre 2012. Elle était pour cette période de \$20,378 milliards mais le chiffre est passé à \$17,536 milliards pour les trois premiers mois de cette année. Rappelons qu'en matière d'hydrocarbures l'Algérie exporte du pétrole brut, des produits raffinés, des gaz de pétrole liquéfiés, des condensats, du gaz transporté par gazoduc et du gaz naturel liquéfié.

Une baisse de 14% environ, ce n'est pas rien. Celle-ci se décompose, explique la Banque d'Algérie, en une réduction du prix du pétrole [prix directeur pour l'ensemble des hydrocarbures] de 5,7% à \$112,51 par baril, contre \$119,31/b au premier trimestre 2012, mais aussi du volume des hydrocarbures liquides et gazeux exportés. Sur ce second point, la baisse était de 8,9% (8,86% très exactement). La note ne précise pas les volumes.

Le recul des prix du brut sur les marchés internationaux n'est bien sûr une surprise pour personne et il touche tous les pays exportateurs de pétrole, de gaz et des produits dérivés de ces deux sources d'énergie. Mais la baisse des volumes est supérieure à la diminution des prix et ceci est plus préoccupant. Cette chute des quantités est surtout liée au fait que le marché naturel pour les hydrocarbures de l'Algérie est l'Europe, en particulier l'Union européenne, et que cette région est en récession (sur l'impact de cette situation sur la consommation et le commerce de gaz naturel, voir en page 7 dans ce numéro notre interview avec l'économiste en chef de CEDIGAZ). La banque centrale ne mâche pas ses mots et n'hésite pas à parler d'un "choc pour la balance des paiements extérieurs en 2013" en référence au premier trimestre 2009.

Il convient cependant de ne pas s'affoler outre-mesure. Le premier trimestre 2009 faisait suite au second semestre 2008 au cours duquel les prix du brut s'étaient effondrés en raison de la crise des subprimes venue des Etats-Unis, de ses conséquences négatives à travers le monde, de la faillite, en septembre de cette année-là, de Lehman Brothers et de la peur, pas irréaliste dans le contexte de l'époque, d'un effondrement du système financier mondial. L'année 2009 avait été marquée par une récession mondiale et la demande pétrolière avait, fait exceptionnel, reculé en 2008 et en 2009. Sur tous ces points, il n'y a évidemment aucune comparaison possible entre le premier trimestre 2009 et la même période de 2013 avec une croissance du produit intérieur brut mondial et de la consommation pétrolière malgré un ralentissement significatif.

S'il ne s'agit donc pas de sonner le tocsin, la Banque d'Algérie a raison d'attirer l'attention sur cette évolution qui n'est pas favorable pour un pays aussi dépendant des exportations d'hydrocarbures, celles-ci représentant de l'ordre de 97-98% de ses exportations totales. La Banque souligne d'ailleurs que l'économie algérienne, "qui est à l'abri de la volatilité des flux de capitaux qui affecte certaines

économies émergentes, subit l'effet des autres risques pesant sur les perspectives à court terme de l'économie mondiale à travers notamment le prix du pétrole". Elle ajoute que, pour les pays exportateurs de pétrole, "les conséquences du risque de baisse des prix du pétrole commencent à se faire sentir principalement au niveau budgétaire et du compte courant extérieur, dans un contexte où le prix d'équilibre budgétaire augmente plus vite que le prix effectif du pétrole" (souligné par le PGA).

Pour revenir à l'Algérie, la banque centrale rappelle que cette évolution défavorable est d'autant plus préoccupante que les importations du pays continuent à caracoler (+8,6% à \$12,61 milliards) et que les exportations hors hydrocarbures sont toujours aussi confidentielles avec \$319 millions, soit 1,8% du total des exportations au premier trimestre 2013. Les optimistes noteront que les exportations hors hydrocarbures ont progressé de 54,8% au cours des trois premiers mois de cette année mais la base de départ est tellement faible que cela ne pèse de toute façon pas lourd. Élément intéressant, la Banque précise que les importations de produits pétroliers ont cru de façon significative au premier trimestre [la note ne donne pas de chiffres sur ce sujet], "confirmant la tendance haussière des deux années précédentes et qui est fortement corrélée aux importations de véhicules (touristiques, utilitaires et autres). En outre, il convient de souligner que ces dernières se sont emballées entre 2008 et 2012". L'excédent global de la balance des paiements du pays n'était plus que de \$846 millions au premier trimestre, soit quasiment cinq fois moins que le chiffre correspondant pour le premier trimestre 2012 (\$4,164 milliards).

Sur le plan macroéconomique, il n'y a pas péril en la demeure. Les réserves de change (or exclu) de l'Algérie étaient de \$189,768 milliards à la fin mars, contre \$190,661 milliards à la fin décembre 2012. De plus, la dette extérieure du pays n'était à cette même date que de \$3,451 milliards. Enfin, les prix du pétrole restent à un niveau fort intéressant pour les producteurs avec \$103 par baril le 12 juin à la clôture pour le Brent de la mer du Nord. Par contre, la note de la Banque d'Algérie confirme la persistance des faiblesses structurelles de l'économie et de l'industrie nationales. Certes, celles-ci sont connues de longue date mais ce constat n'est pas rassurant pour autant.

Francis Perrin

En dépit de quelques inquiétudes pour l'avenir,

l'OPEP garde le cap pour le second semestre 2013

Chacun s'attendait à ce que la 163^{ème} réunion de la Conférence ministérielle de l'OPEP, qui s'est tenue le 31 mai à Vienne, débouche sur le statu quo en matière de plafond de production de pétrole brut et il n'y a eu aucune surprise à cet égard. Dans son communiqué final, la Conférence a réaffirmé pour la énième fois que les Etats membres devaient respecter le plafond actuel de 30 millions de barils par jour et que, si nécessaire, ceux-ci prendraient les mesures requises pour garantir la stabilité du marché et des prix raisonnables pour les producteurs et pour les consommateurs [la prochaine réunion ordinaire de la Conférence a été fixée au 4 décembre mais l'OPEP peut toujours convoquer une réunion extraordinaire en cas d'événements particulièrement importants]. Comme souvent, la pièce était écrite d'avance et il n'y a pas eu de fausse note même si l'Iran avait fait planer un très léger suspense avant la réunion en indiquant qu'une réduction de la production de l'organisation serait utile.

Bonnes et moins bonnes nouvelles

La décision de reconduire l'actuel plafond découle d'un raisonnement qui comprend, pour les pays membres, de bonnes et de moins bonnes nouvelles. Parmi les premières, l'OPEP relève que les prix sont relativement fermes depuis le début 2013, que le marché est bien approvisionné, que la croissance économique mondiale serait de 3,2% cette année, contre 3% en 2012, que la demande pétrolière pourrait s'établir à 89,7 millions de barils par jour en 2013, contre 88,9 Mb/j l'an dernier, et que la consommation des pays non-OCDE demeure dynamique. Parmi les moins bonnes nouvelles, l'organisation souligne que les tensions politiques continuent périodiquement à exercer une influence sur les prix du brut, que les risques de dégradation de la situation économique persistent, notamment dans les pays de l'OCDE, que l'offre non-OPEP pourrait augmenter de l'ordre de 1 million de b/j cette année et que les stocks pétroliers dans les pays OCDE sont à des niveaux "confortables". En dépit d'une demande normalement orientée à la hausse du fait de facteurs saisonniers, le second semestre pourrait donc présenter quelques difficultés pour les producteurs au regard des fondamentaux du marché.

Au sein de ces fondamentaux, le plus préoccupant pour l'organisation ou pour certains de ces membres est la croissance de l'offre non-OPEP tirée à la hausse par l'Amérique du Nord, notamment l'huile de schiste et le pétrole extrait de réservoirs compacts aux Etats-Unis. Pour prendre toute la mesure de ce défi, l'OPEP devrait constituer un comité ad hoc qui étudiera, entre autres, l'impact de ces développements sur la demande de pétrole adressée aux Etats membres de l'organisation [la création de ce comité a fait l'objet de discussions à l'intérieur de l'OPEP mais la Conférence n'a pas pris de décision à ce sujet. Le Secrétariat de l'organisation fera des propositions sur ce point]. Le directeur de la National Iranian Oil Company (NIOC) chargé des affaires internationales, M. Mohammad Ali Khatibi, a expliqué que les pays producteurs de pétroles légers, en particulier en Afrique, étaient plus touchés par ce phénomène récent que ceux qui contrôlent des réserves de pétrole lourd et acide. La configuration technique des raffineries américaines n'est pas forcément adaptée à des bruts très légers, ce qui implique un mélange avec des bruts plus lourds, a estimé M. Khatibi.

L'Iran a également contre-attaqué sur le terrain de l'environnement en indiquant par la voix de ce responsable pétrolier que l'huile de schiste avait clairement un impact négatif sur l'environnement et que les Etats-Unis ne prêtaient pas beaucoup d'attention à ces questions. Il a rappelé que ce pays avait refusé de s'engager par rapport au Protocole de Kyoto et jugé qu'il ne jouait pas le rôle que l'on pouvait attendre de lui pour lutter contre la pollution, selon l'agence officielle Shana qui rapportait ses propos. Cependant, l'utilisation de ce type d'arguments de la part de pays qui ne sont pas complètement désintéressés sur ce dossier n'est pas très convaincante.

Le prix du panier dépasse légèrement le seuil des \$100/b

L'avenir à court et à moyen terme sera donc marqué par quelques préoccupations pour l'OPEP mais celles-ci restent à ce jour modérées. En effet, les prix du pétrole sont à des niveaux satisfaisants en dépit de nombreuses incertitudes. Du 1er janvier au 12 juin, la moyenne du prix du panier OPEP est de \$105,49 par baril. Ce cours est certes inférieur aux moyennes sur les années 2011 (\$107,46/b) et 2012 (\$109,45/b – record absolu à ce jour en moyenne annuelle) mais l'écart est faible et le panier reste au-dessus de \$100/b, ce qui est important et pas seulement pour des raisons symboliques.

A la veille de la réunion de la Conférence de l'OPEP, le 30 mai, le prix du panier était de \$99,77/b et il s'établissait à \$100,89/b le 12 juin (\$100,72/b le 11 juin), dernière donnée disponible au moment de la publication de ce numéro du PGA. Pour la semaine qui s'est achevée le 7 juin, la moyenne était de \$100,48/b, contre \$99,95/b pour la semaine précédente.

Au cours du mois de mai, le prix du panier était de \$100,65/b. Il s'agit de la moyenne mensuelle la plus basse depuis le début 2013 puisque l'année avait débuté en fanfare avec \$109,28/b en janvier et un pic - pour 2013 - de \$112,75/b en février (\$106,44/b en mars et \$101,05/b en avril). Cette tendance baissière mérite toute l'attention de l'OPEP mais le niveau des cours du brut est tout à fait respectable dans un environnement économique pas extraordinairement dynamique et avec une Union européenne, deuxième consommateur mondial de pétrole après les Etats-Unis et devant la Chine, en récession.

L'OPEP a donc de solides raisons d'être plutôt sereine. Le plafond actuel est "logique, rationnel et raisonnable", a déclaré à la presse le ministre iranien du Pétrole, M. Rostam Qasemi. Le marché est "bien équilibré", a estimé M. Youcef Yousfi, le ministre algérien de l'Energie et des Mines. "Le marché va très bien, il se porte bien. La production est bonne, le prix est bon", a renchéri son homologue angolais, M. José Botelho de Vasconcelos. Des déclarations très optimistes à l'attention des médias, certes, mais qui ne sont pas sans fondement et qui n'excluent pas un minimum de vigilance.

Francis Perrin